CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs·euses de l'éducation *n°262, mai 2022*

Prochain Classes-En-Lutte mai 2022

CLASSES EN LUTTE
Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'Éducation n°262, octobre 2021
La Mauvaise Herbe
la revue de la Cnt-Éducation
Abonnez-vous !
Bulletin dans la rubrique dédiée
sur le site www.cnt-f.org/fte

Préavis de grève
La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national.
Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Rien de nouveau sous le soleil, les CLA, les évaluations... Justice pour l'école Pasteur !

Macron repasse, l'école trépasse.

Macron est réélu et avec lui, la poursuite de la destruction du service public et de nos acquis sociaux. Face à la farce électorale sinistre, qui voient s'opposer l'extrême-droite ultra-libérale, raciste, réactionnaire et autoritaire, et un candidat lui-même d'un libéralisme agressif dont le gouvernement reprend bien souvent le langage et les idées de l'extrême-droite, il ne faut ni se résigner, ni se tromper : le vrai rapport de force se trouve dans la lutte, et non dans les urnes. Ce sont les mandats successifs de casse de nos droits sociaux qui sont responsables de la montée de l'extrême-droite.

Nous ne devons donc pas nous décourager, au terme d'un mandat durant lequel nous avons, par la mobilisation, par la grève, réussi à faire reculer un projet de réforme des retraites. Macron est réélu, donc, après s'être permis d'annoncer que nous devrons travailler jusqu'à 65 ans ; que le projet de réforme des retraites sera poursuivi jusqu'au bout, son ministre parlant même d'un usage hypothétique du 49.3.

A l'école, rien de nouveau non plus : Macron est réélu après s'être permis de dire que les profs seraient mieux payés s'ils travaillaient plus, avant de se raviser, cherchant à amasser de l'électorat, et de parler du dégel du point d'indice. Nous rappelons que nous ne marchons pas au chantage et que ces manœuvres ne nous feront jamais oublier que Macron est l'ennemi de l'école publique et de nos droits.
Macron est réélu après s'être permis d'annoncer la suppression probable à venir du CAPES, ce que nous sentions arriver, et qui se présente donc. Les choses sont très claires : notre président de la République souhaite en finir avec un statut qui protège les travailleurs, suivant le chemin qu'ouvrait le recours massif aux contractuels, dont nous exigeons toujours la titularisation.
Pour le primaire, on persiste dans les bonnes vieilles méthodes qui ont montré partout leur toxicité : directeurs managers chargés de distribuer des primes et de participer au recrutement, mise en concurrence et clientellisme par le pilotage chiffré et la publication des évaluations nationales.

C’est donc l’école de la flexibilité, de la concurrence, de l'inégalité et de la précarité que continue à nous promettre Macron. Visiblement satisfait de la destruction du lycée via la réforme du bac par le sinistre Blanquer, de l’instauration de la sélection à l’Université, de la baisse drastique des dotations globales, de la gestion chaotique de la crise sanitaire qui a épuisé les travailleurs et travailleuses de l’Éducation Nationale, comme les travailleurs et travailleuses du secteur de la santé.

Nous affirmons avec force que notre réponse doit être claire : nous devons être prêt·es à affronter ce mandat et à résister aux attaques qui ne tarderont pas à pleuvoir de la part du futur gouvernement Macron. La lutte ne commence ni ne s’arrête dans les urnes, mais par la grève, par le conflit social, par la construction d’un véritable rapport de force.

Voter utile, c’est voter la grève !

Education prioritaire :

les CLA, c'est éclaté !

Nathalie Elimas, secrétaire d'Etat à l'éducation prioritaire, ex-spécialiste des ressources humaines, s'est faite virée avant les elections suite à un remaniement ministériel. Mais peut-être surtout parce qu'elle est accusée de harcèlement moral et de maltraitance par ses collaborateurs de cabinet et qu'une enquête judiciaire est ouverte à son sujet. C'est elle qui avait pour mission d'achever l'Education prioritaire en lançant les contrats locaux d'accompagnement (CLA). Les CLA sont des contrats passés entre une école ou un établissement et le rectorat, sur la base de la présentation d'un projet local, pour l'attribution de moyens supplémentaires. Ils sont prévus en remplacement de la politique nationale des REP (les REP + seraient maintenus), établie sur la base de critères sociaux. Ces CLA sont expérimentés depuis la rentrée 2021 dans 3 académies (Aix-Marseille, Lille et Nantes). La veille de dégager, droite dans ses bottes, Elimas a annoncé dans un tweet l'élargissement de l'expérimentation des CLA, à la rentrée 2022, à 12 nouvelles académies (Grenoble, Lyon, Montpellier, Orléans-Tour, Reims, Strasbourg, Versailles, Guadeloupe, Guyane, la Réunion, Martinique, Mayotte).

Jusqu'ici, la mise en place des CLA reste opaque, critères d'attribution et financement sont flous. D'abord annoncés comme étant financés à moyen constant sur le budget de l'éducation prioritaire, Elimas a finalement affirmé que les crédits alloués aux CLA seraient en plus de ceux de l'Education Prioritaire.

En réalité les moyens mis dans cette expérimentation sont dérisoires. Un rapport des inspecteurs généraux chargés du suivi de la mise en place des CLA, sorti en janvier 2022, en donne quelques exemples : pour une école , 500 euros de crédits pédagogiques, ½ poste d'enseignant.e pris parmi ceux déjà attribués par la carte scolaire et 1 IMP (indemnités pour missions particulières, réalisées hors obligations réglementaires de service) ,et pour un lycée, 14000 euros répartis entre crédits pédagogiques, « devoirs faits » et le fond social , 6 IMP et 230 heures supplémentaires.
Si le budget de la nouvelle éducation prioritaire suit celui de l'expérimentation des CLA, en filant des miettes par ci par là, la rue de Grenelle va (encore) pouvoir faire des économies sur le dos des écoles des quartiers populaires. Elle va arroser ce qui l'intéresse et les moyens mis jusque là sur les REP (1 milliard d'euros par an) seront transférés vers les zones rurales mais aussi vers l'école privée. Ben oui, car l'expérimentation CLA a aussi permis à Blanquer et Elimas d'y faire rentrer 6 établissements de l’enseignement catholique privé (deux collèges de Marseille, trois collèges du Mans, de Nantes et de Roubaix et un lycée professionnel de Roubaix) qui vont ainsi pouvoir bénéficier de financements publics. A la rentrée 2022, dans le cadre d'un accord avec les rectorats des 12 académies qui vont expérimenter les CLA , il est prévu que 24 établissements catholiques rejoignent l'éducation prioritaire. Ce qui va monter leur nombre total à 30.

Quant aux critères pour se voir « proposer » un CLA, le rapport des inspecteurs généraux confirme aussi qu'ils permettent de faire entrer dans l'éducation prioritaire des écoles/ établissement qui ne correspondaient pas aux critères établis jusque là. Les critères retenus dans le cadre de l'expérimentation sont l'isolement (structures orphelines ou sorties de REP en 2015) ou l'éloignement (ce qui permet d'y faire entrer des écoles rurales), la situation socio-économique et les résultats scolaires des élèves, l'instabilité des équipes et la nécessité d'impliquer les acteurs locaux par un contrat.
Leur évaluation portera sur les « approches innovantes », la « réduction des écarts de performance », la « transformation des pratiques professionnelles », l' « efficacité » et la « plus value repérée ».
Tout un programme...

A la clef :

- la fin d'une politique nationale de lutte contre les inégalités sociales et scolaires,

- des négociations locales entre rectorats et élus locaux et des jeux de pression pour capter les rares moyens proposés dans les CLA ou en finir avec le label EP mal vu de la population;

- des cadeaux au privé;

- et des miettes de moyens, accordés à condition de bien vendre son projet, en concurrence avec d'autres écoles/établissements, et reconduites si on a des bonnes notes aux évaluations, avec des primes si on est sages...

À bas les évaluations nationales!

Souvenez-vous, fin 2021, les élèves fréquentent l'école en mode saccadé, les personnels se mettent en grève massivement (13 janvier) pour que le ministre ravale ses crachats et les familles s'accommodent d'un accueil fait de contrôles voire de pas d'accueil du tout. La suite logique serait que les évaluations prévus à cette période sautent pour de bon.
Pas du tout ! L'annonce du maintien des évaluations nationales de mi - CP par le ministère montre que le rouleau compresseur du management libéral n'a pas fini de détruire un service public d'éducation déjà en ruine.
La seule chose que ces évaluations vont mesurer, c'est l'obéissance des enseignant.e.s aux bureaucrates qui rêvent de privatiser l'éducation. Alors qu'on a tout l'arc intersyndical qui appelle au boycott de ces évaluations, on peine à entrevoir un refus massif dans les écoles. Blanquer a prédit « qu'elles deviendraient une habitude comme la photo de classe » et pour une fois il n'a pas menti. On trouvera des enseignant.e.s rassurés de reprendre les bonnes vieilles habitudes après une période chaotique. On sait cependant que la majorité les fera passer sans conviction pour s'éviter les menaces de sanction même si le contexte serait favorable à un refus.
Ces évaluations ne sont toujours pas devenues un outil pour les enseignant.e.s, ni pour les élèves, ni pour les familles.
Elles sont l'outil préféré des managers pour un fonctionnement de l'école au mérite avec la mise en concurrence des élèves, des enseignant.e.s et des établissements. Elles s'inscrivent dans une politique d'économie de moyens, un contexte de surveillance généralisée et des collectifs mis à mal par la crise sanitaire dans les écoles.
Leurs résultats sont manipulés afin de servir un discours qui dévalorise et disqualifie l'école, les personnels et les familles. On peut voir les prévisibles progrès des élèves qu'on aura entraînés spécifiquement pour ces tests sans que leur niveau de maîtrise dans les connaissances n'ait évolué. L'important étant de pouvoir afficher une « efficacité » en trompe l'œil des méthodes Blanquer / Dehaene.
Elles justifient des choix politiques déjà faits en amont qui vantent une école soumise à la culture du résultat.

C’est en premier lieu dans l’éducation prioritaire que cette logique d’entreprise pénètre insidieusement les classes dédoublées de CP et CE1 en pilotant les pratiques pédagogiques (méthode syllabique, fluence) amenant une individualisation de l’enseignement et une mesure de la performance qui a plus à voir avec le monde médical ou le coaching sportif qu’avec de la pédagogie.
On peut également présager que ces résultats seront passés à la moulinette dans le cadre des futurs Contrats Locaux d’Accompagnement qui amèneront à la destruction de l’éducation prioritaire en privilégiant d’autres critères que les critères économiques et sociaux.
L’objectif visé est de trier les élèves des milieux populaires, les lier à leur destin social et ne favoriser que les plus méritants d’entre eux.
Nous rappelons que l’acte éducatif ne rentrera jamais dans des tableaux excel. La politique du chiffre ne participera jamais à la « qualité » de l’enseignement car l’essentiel de l’acte éducatif est invisible pour les statistiques. On ne mesure pas l’autonomie, l’esprit critique ou la socialisation avec des QCM et des chronomètres.
Ces évaluations représentent l’école que nous ne voulons plus : une école inégalitaire du tri et de la sélection, recroquevillée sur les « fondamentaux ».
Ne pas renseigner les outils qui servent à nous contrôler nous semble constituer le plus efficace des gestes barrières au management néo - libéral qui gangrène l’école et abîme ses personnels.

Exigeons la suspension de ces évaluations, une suspension par la cravate jusqu’à ce qu’elles crèvent avec la sous culture managériale qui les a engendrées.

À suivre : justice pour l'école Pasteur

Lire le communiqué de presse :

http://www.cnt-f.org/fte/2022/05/06/communique-de-presse-commundes-enseignant-es-de-lecole-pasteur-a-saint-denis-des-parents-deleves-et-des-syndicats/

Soutenez la caisse de grève :

https://www.papayoux.com/fr/cagnotte/soutien-aux-6-de-pasteur